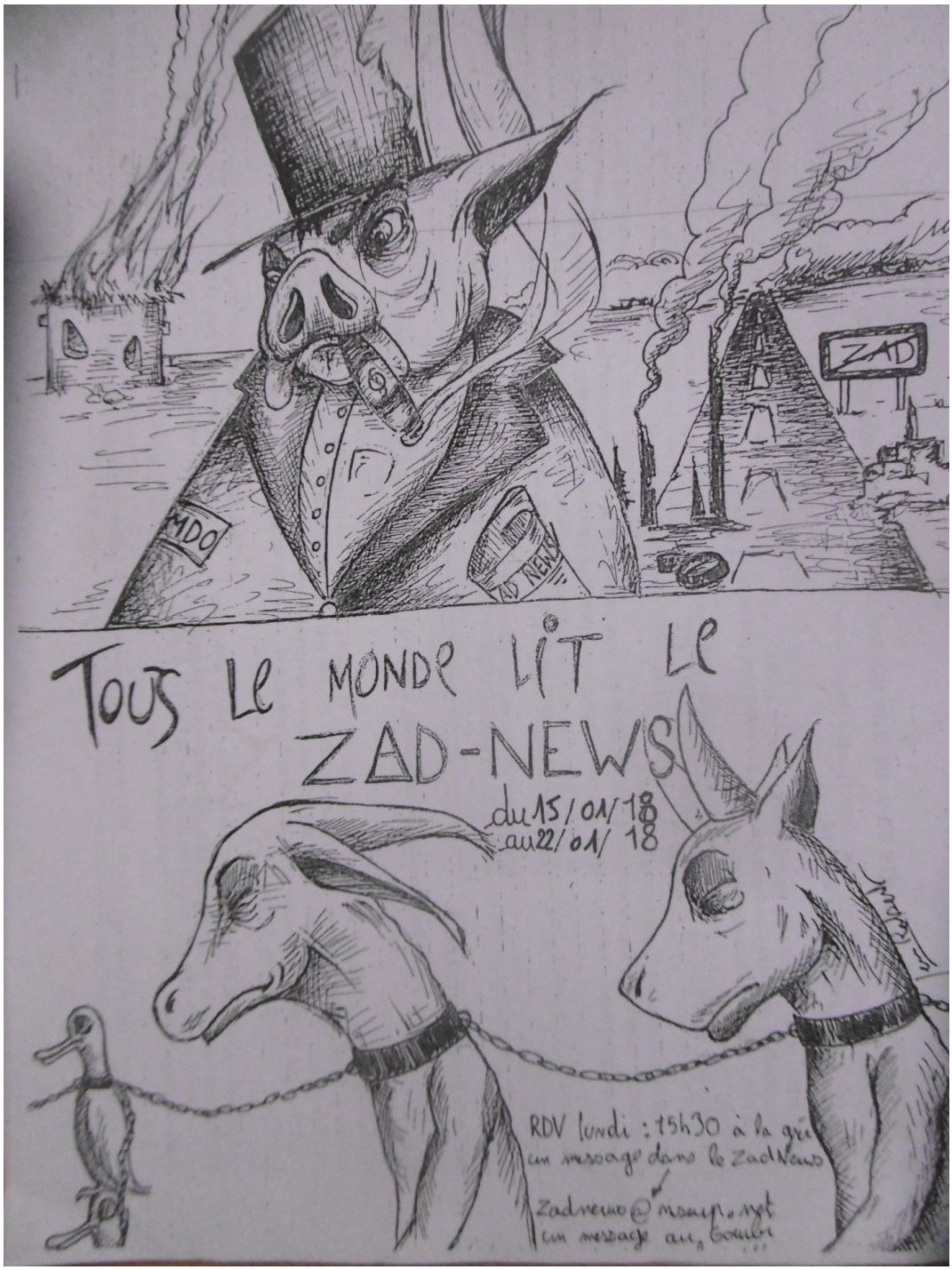
ZADissidences



Des voix *off* de la ZAD
entre l'abandon du projet d'aéroport et la semaine d'expulsion du 9 avril 2018

Cette compilation est une sélection subjective parmi de nombreux textes parus depuis janvier 2018 dans le Zadnews. Nous avons tenté ici de donner un aperçu d'une certaine diversité critique, tant par les points de vues exprimés, que par les formes choisies allant de l'humour sarcastique au texte de fond, de la rage assumée au témoignage. La plupart des textes ne sont parus que là, ils réagissent à des situations précises du quotidien de la zad et de la lutte, et s'adressent donc plutôt à priori à des personnes au courant. Pour certains, nous avons essayé de donner quelques éléments de contexte quand nous l'avons jugé possible et nécessaire. D'autres étaient trop dans un tac-au-tac de l'actualité interne pour être compréhensibles ici, ou bien leurs auteur-es ne souhaitaient pas les voir publiés.

Pour plus de compréhension liée aux différents contextes, on a choisi l'ordre chronologique plutôt que thématique. Parmi les thèmes critiqués qui reviennent dans ces différents textes, on trouve la normalisation, le mythe de l'unité, l'intimidation, le gouvernement par l'urgence, l'ennemi intérieur, la dissociation, la justice.

Tous les textes ont été retapés à partir d'archives du Zadnews, certains étaient manuscrits (on les a retapés pour cacher l'écriture des personnes même si on aime bien plus quand les textes sont manuscrits...), la mise en page a été modifiée au minimum, il est probable que des fautes d'orthographe soient apparues, ou disparues. C'est possible de nous faire des retours par mail si y a des trucs qui vont pas.

Une première version courte de cette brochure a été distribuée le 10 février 2018. Ce jour-là, en parallèle de la grande fête de la victoire qui se déroulait autour de la ferme de Bellevue, un "Off" avait lieu au carrefour de Lama Faché, du nom de la cabane détruite lors du "nettoyage" de la route des chicanes par "le mouvement" dans les jours qui ont suivi l'annonce de l'abandon du projet d'aéroport le 17 janvier. L'idée était d'y diffuser des textes parus dans le Zadnews durant ces 3 semaines intenses de l'après-abandon du projet d'aéroport, pour donner un peu de résonance à des voix qui sortaient de la prétendue unité du mouvement qui était relayée par le vacarme médiatique.

Deux mois de plus sont passés. Le gouvernement avait annoncé l'expulsion des squats à partir du 31 mars. La semaine du 9 avril a eu lieu l'expulsion et la destruction de presque toutes les cabanes de l'est, l'arrestation d'une soixantaine de personnes et environ 200 blessé.e.s. Les flics sont toujours présents sur zone depuis. L'AG des usages a décidé la semaine suivante de retourner « dialoguer » avec la préfecture jusqu'au résultat d'aujourd'hui, vendredi 20 avril : une quarantaine de demandes individuelles ont été déposées à la préfecture pour demander à être légalisé. En nous la colère d'avoir vu se dérouler bouts par bouts une marche forcée vers cette situation, menée par les stratèges autoproclamés du mouvement. Le rouleau compresseur du réformisme et de la bureaucratisation. La négociation qui, au départ, était présentée comme une des stratégies face à l'état et qui, petit à petit, a pris toutes les énergies et les têtes dans un engrenage très difficile à arrêter. Et qui n'a pas permis de se retrouver et de se sentir assez forte.s pour y opposer un refus total de négocier avec l'état.

Nous avons voulu augmenter cette compilation avec d'autres textes et la diffuser plus largement pour laisser une trace de cette période charnière de la lutte et des conflits qui la traversent. La plupart des textes ont pour sujet la situation autour de la route, parce qu'elle s'est retrouvée projetée en première ligne du rapport de forces entre le mouvement et l'État, ainsi qu'au centre d'un conflit interne au mouvement, notamment autour de l'idée d'aller négocier avec l'État et d'imposer ce choix stratégique à tout le monde.

Parmi les trois départementales qui traversent la zad du nord au sud, la D281 et la D81 ont été l'enjeu tactique majeur de la bataille de plusieurs mois lors de l'expulsion massive de la zad, appelée « opération César ». Du 16 octobre 2012 au 11 mai 2013,l'État a envoyé quotidiennement ses troupes sur la zone. La première phase de cinq semaines était une suite d'attaques avec des milliers de flics pour détruire fermes, maisons et cabanes. La deuxième phase était une occupation des carrefours de la D81 pendant cinq mois 24h sur 24, qui a coupé la zone en deux (Est et Ouest), et mis sous la pression des contrôles quotidiens les « habitant-e-s qui résistent » qui avaient accueilli et soutenu les occupant-e-s. La D281, de son côté, était devenue un champ de barricades et d'obstacles à force de rebloquer après chaque attaque des flics. Pendant cette période, elle a été transformée en « route des chicanes » pour pouvoir circuler tout en laissant de quoi la bloquer à la moindre alerte. Elle est devenue une sorte de voie piétonne, très ralentie pour les véhicules, avec ses chicanes faites de trous et de bosses, d'épaves et de pneus, et des cabane-vigies devenues lieux de vie sur le bitume.

A plusieurs reprises ces dernières années, des opérations de nettoyage ont été organisées par le mouvement, pour rappeler aux occupant-e-s des alentours de la route que c'était une route, et rassurer les agriculteurs qui la voyait devenir de plus en plus étroite pour leurs tracteurs et remorques. Quelques chicanes étaient enlevées pour faire le passage, et aussi quelques trucs qui faisait « pas propre » pour les yeux des « riverains ». Le conflit autour de la D281 a pris plein de formes au cours de ses cinq années de chicanes. Les manières de voir étaient très différentes voire opposées, notamment sur la question agricole avec la « zone non-motorisée » voisine, mais aussi sur les modes d'organisation de la lutte et les perspectives politiques.

D'autres numéros feront probablement suite à cette brochure. Une compil de textes de Zadnews plus anciens est déjà en préparation, pour que des positions politiques et critiques qui ont peuplé cette lutte ces dernières années ne disparaissent pas complètement dans les oubliettes de l'Histoire des vainqueurs. L'idée d'un recueil de lettre de démission ou de départ est aussi dans les têtes, si ça vous parle vous pouvez écrire par mail. Peut être aussi un jour, des personnes ayant subi intimidations, harcèlements, agressions, à cause de leurs idées gênantes, actes et prises de position dans cette lutte, voudront raconter. Et on peut s'attendre dans les mois à venir à de nombreuses autres tentatives de dire ce qui ne devrait pas être entendu pour ne pas ternir l'image idéalisée de cette lutte. La forme compil de textes « Zad dissidence » est imaginée pour être appropriable par qui veut, alors faites la

suite vous-mêmes si y a l'envie !

Merci à toutes les personnes qui ont écrit ou dessiné leur dissidence.

Merci à celles qui ont accepté qu'elle soit publiée ici.

Merci aussi à celles qui l'ont vécue, portée, dite ou chantée de-ci de-là.

Merci aux membres successifs de l'équipe du Zadnews d'avoir fait vivre cet outil fondamental pour l'expérience politique de la zad.

Quelques dissident-es - 20 avril 2018
pour nous écrire : zadissidences1@riseup.net

SOMMAIRE

- intro / « ça y est on a gagné » (octobre 2016) / dessin « zad du turfu »
- « une des routes de nos a-venirs » (22 janvier 2018)
- « pourquoi c'est la fin ?» (23 janvier 2017)
- « contre l'aéroport - et pour son monde, ou quoi ? » (29 janvier 2018)
- encart (29 janvier 2018)
- « Message du fond d'la classe » (29 janvier 2018)
- « Une semaine d'humiliation » (29 janvier 2018)
- « Déchicanisation » : comme un malaise » (29 janvier 2018)
- « Ils veulent expulser une de nos Zones à défendre, silencieusement ! No pasaran ! » (29 janvier 2018)
- « Tentative de description de jours des fêtes sur la D 281 » (29 janvier 2018)
- « Mouvement, où est ta victoire ? » (5 février 2018)
- « attention même des bureaucrates » (19/02/18)
- « brève de chicanes » (26/02/18)
- « affaire a saisir » (05/03/18)
- « NA ! » (12/03/2018)
- « L'entité » (12/03/18)
- réponse à « un mauvais coup de trop » (26/03/18)
- « On est pas à la manif » (1er avril 2018)
- « La trahison qui vient » (8 avril 2018)
- « La D281 fermée et le bal des faux culs ouvert » (8 avril 2018) + FLASHBACK de 2013 : « Lettre ouverte au bureau de l'Acipa »
- « Bafouille ouverte aux vrai-e-s occupant-e-s de la ZAD » (10 avril 2018)
- biblio

INTRO à « ça y est on a gagné » (intro publiée dans le Zad News du 5 février 2018)

Envie de faire tourner le texte « ça y est on a gagné » qu' avait été publié dans le zad.news, début octobre 2016. A c't'époque là y avait des menaces d'expulsion. C'était juste avant le faux-semblant de manif et de subversion, la kermesse du 8 octobre avec son fameux planté de bâtons pour se promettre fidélité dans l'épreuve. Que si les flics venaient, promis, juré on viendrait déterré le bout de bois pour « défendre la zad ».

Un printemps est passé par là, avec un tas d' « embrouilles » qui se sont passées entre les occupant.e.s et avec les composantes, symptômes d'un ras-le-bol par rapport à des prises de pouvoir multiples. Le fait par exemple qu'un groupe comme le CMDO[1] s'accapare la légitimité de penser « La » lutte et ses stratégies. Qu'il passe en force ses propositions en AG, sans se civiliser en tant que groupe et tant que c'est dans un dialogue avec les représentant.e.s des composantes. Qu'il soit l'interlocuteur privilégié de ces dernier.e.s dans une forme d'élitisme et de spécialisation. Que le groupe presse, constitué à ce moment-là quasi uniquement du CMDO. A aucun moment il n'y eu la reconnaissance des mécanismes autoritaires par celleux à qui c'était reproché. Ielles avaient plus intéressant à faire sûrement que de se pencher sincèrement sur la question. Et l'urgence permanente qui décidément peut servir à toutes les sauces pour empêcher la remise en question.

Aujourd'hui, les bâtons sont ressortis pour nous faire renter la sacro-sainte union du mouvement dans le crâne. Que si on ne marche pas droit et en cadence alors ce sera notre faute si la victoire sonne faux. Qu'il faut mettre de côté ses aspirations propres. Pour le commun. Pour « la » lutte. Pour le mouvement. Pour tout ça il faut dialoguer avec l'état français dans l'espoir de garder la main mise sur la zad. Possible que ça marche, l'état se renforçant par là en trouvant un moyen de se montrer compréhensif et tolérant avec celleux qui veulent bien jouer avec lui. Cet état qui d'une autre main emprisonne, expulse et tue celleux qui ne sont pas récupérables justement.

On nous dit qu'il faut être réaliste quand il s'agit bel et bien de réformisme. Quand ce sont les stratégies politiciennes des un.e.s (les organisé.e.s, les efficaces, celleux qui peuvent tiré leur épingle du jeu dans ce monde d'autorité et de dominations) qui passent en force et écrasent celleux qui refusent ou n'ont rien à gagné dans une négociation avec l'état. Celleux-là même qui n'ont pas la parole en AG, qu'on fait taire ou qu'on délégitime parce que portant des idées « minoritaires », qui « de toute façon habitent pas vraiment à la zad », qui « ne comprennent pas les enjeux », qui sont trop comme si, pas assez comme ça. La diversité avec laquelle, pour le coup, on ne veut pas composer.

La mélodie de la démocratie se fait entendre de plus en plus sur la zad. On vote des représentant.e.s, on délègue des non-choix à des commissions (rejoignables t'inquiète !), on régule les animosités de nos « camarades » pour maintenir la paix sociale. La réalité des écarts entre les visées politiques de chacun.e.s nous explosent à la figure. Entre éthique et enjeux stratégiques, le fossé se creuse. Les dominations s'étaient (pour reprendre le texte « ça y est on a gagné »à avec son lot de virilisme, de paternalisme et de violence de classe. La « minorité » (celle qu'on appelle comme ça, pas celle qui forme une élite auto-proclamée) n'a qu'à bien se tenir, sinon elle sera remerciée et poussé à servir de chair à canon sur d'autres « fronts », de petites mains dans d'autres luttes.

[1] Groupe informel d'une trentaine d'occupant.e.s de la zad qui partagent « une forme de passion stratégique » et qui est lié en partie au réseau « appeliste ». Ce mot, qui est un peu fourre-tout, peut être remplacé par tiqquniens ou parti imaginaire, au choix.

Bref, la récupération des luttes par les franges « citoyennistes » ou autoritaires du mouvement : vu et revu ! Pourtant on s'en veut d'avoir espéré, d'avoir fait confiance, d'avoir laissé faire. On rumine notre colère plutôt que de la laisser sortir car trop enfouie ou par peur de ce que ça pourrait engendrer. Cette auto-répression justement où l'on devient son propre flic ou celui des autres. Où habitué.e à gérer les conflits, à prendre soin du collectif, à préserver la paix sociale, on n'est pas foutu de se mettre en rage ou au moins de ne pas mettre de frein à celle des autres. Quand le boulot de pacification se fait par le « bas », par celleux qui ne sont pas les acteurs/rices de la situation oppressante. Se sentir responsable de devoir gérer cette colère qui pourtant est légitime. Et ne pas laisser de la place et oser imaginer ce qui pourrait exister si l'on refusait la mise en ordre des choses.

Date ? Futur proche, peut-être après-demain ?
Lieu ? D281 N-D-D-L

ÇA Y EST ON A GAGNÉ

Ça y est on a gagné. Oui, oui, vraiment l'aéroport n'a pas été construit. La zad est devenue un quartier autogéré de nantes métropole. 100 % BIO. 100 % écocitoyen. On y vend désormais des patates garanties sans OGM et sans vinci. Dans les biocoop de la région on y trouve même un rayon « fruits et légumes à défendre ». À l'entrée on y a construit un petit parking (sans béton) et quelques toilettes sèches pour chier responsable. Les familles nantaises peuvent venir y respirer : « calme et nature à seulement 15km de nantes » proclame le prospectus recyclable. Camille qui porte un badge « en 2012 je lançais des cocktails » explique aux petits métropolitains le principe de la polonisation. Il pleut un peu. Mais ça fait partie du décor. Et puis ça vend des bottes en chanvre équitable, à à peine 45 euros sur le yes marché. Les vaches meuglent, paisibles. Se sentant fières d'être enfermées avec un label bio-social. Bref. Tout va bien. Tout est parfait. Parfaitement sous contrôle. Comment en est-on est arrivé à cette carte postale sociétale? C'est très simple. On s'est ouverts aux voisins, aux néoruraux en manque de charpente. Grâce à toutes les composantes de la lutte. À la drague du citoyen, de l‘élu local. De l'électeur. On a donné dans le symbolisme, laissé nos espoirs être médiatisés et nos luttes appauvries afin que tout le monde s'y retrouve (tout le monde ça signifie la majorité). La majorité. Bien pensante. Qui vote, qui bosse, qu'on exploite. Qui exploite aussi. A quand la ligue des CRS vigilant.e.s pour une démocratie participative sans aéroport ?

Alors les tracteurs et les bâtons passent. Et nantes ne se casse plus. Alors le temps passe. Et mes compagnon.ne.s se lassent et se cassent. Cette zone est en train de se faire pacifier. Et le mythe des brigand.e.s dans les bois s'éloigne un peu plus chaque jour. Parce que : c'est pas le moment, c'est pas stratégique, qu'on chie pas là où on dort. Qu'il faut sauvegarder l'unité. Mais de quelle unité parle-t-on ? Si tout le monde est contre l'aéroport c'est qu'il n'y a plus personne à défier. Le système s'accommode de rebelles, s'ils n'attaquent pas. Parce que si on continue la zad ne dérangera plus personne et c'est ça qui m'attriste. La drogue fait son travail. Le réformisme aussi. Je me souviens m'être battu pour un espace de conflit permanent avec tous les pouvoirs. Pas pour protéger une zone où les dominations s'étalent et

où il faut être le moins radical possible pour ne choquer personne...

Retour à la carte postale, un gamin trébuche, tombe et pleure. Il s'est pris le pied dans un bout de panneau. Il est recouvert de ronces et de mousse mais on y déchiffre encore, péniblement, « contre l'aéroport et son monde ». Une autre époque...

L'anti-monde ou rien

#ZAD #NDDL une des routes de nos a-venirs…

(lundi 22 janvier 2018)

Parfois quand on lutte pour des choses qui dépassent la norme, qui dépassent toutes les autorités qui s'imposent par l'application d'un bras armé et d'un cadre de lois qui ne sert que celles et ceux qui les ont créées, on se trouve minoritaire a lutter pour certaines chose qui visent a l'émancipation, l'autogestion et à abolir les systèmes d'oppressions, répressions et d'exploitations.

Allez on applaudis, l'aéroport est abandonné, et maintenant ?

Il me semble que la prochaine étape, dans l'opinion d'une majorité, ce serait que la route libérée, celles des chicanes AKA D281, soit ré-encadrée dans les normes et que toute activité qui s'y trouve : habitats, piétons, ralentis, arts, potagers, structures collectives, des moments festifs et de rencontres ; y cessent pour refaire la place aux grandes vitesses de nos voisins des bourgs et les tracteurs des exploitations agricoles dans le coin, principalement des laitiers ou de la production de nourriture aux animaux exploités. pour certaines d'entre nous cette route détient plus de valeur qu' un "lieu symbolique de la lutte" comme l'exprime bien le texte ici[2].. elle sert aussi comme une force, conséquence de ce qui s'exprime dans les esprits de celles et ceux qui la font vivre, qui tentent de remettre en cause un monde qu'on est nombreux à rejeter en construisant des réalités qui ne rentrent pas dans le cadre d'un état totalitaire. une des ses voi(x|es) vers l'anarchie et le commun, une route de libération et d'émancipation, un des chemins vers un monde différent, un des sentiers d'espoir, une entrée de notre squat. elle est parfois aussi le carrefour de conflits intenses, parfois violents, parfois délirants, parfois inutiles. elle sera probablement encore source d'histoires passionnantes à venir.

Pourra t'on maintenant que "la lutte" contre l'aéroport est finie, parler sérieusement des éléphants dans la chambre ? Parler de cette écologie et solidarité qu'on trouve dans les paroles des communiqués du mouvement et de l'occupation ? parler :

- des sujets et des principes de la société comme la propriété privée, l'institutionnelle, l'autorité et sa violence

- les usages et moyens réellement collectifs et sa gestion patriarcale, hiérarchique et exploitante/oppressante

- l'économie totalitaire qui étrangle des centaines de milliers de précaires .... sur ce territoire en lutte

- la remise en cause générale de l'exploitation animale et l'ampleur de son impact sur nos environnements... et ses zones humides, (surtout que le lait va vers lactalis)

- le privilège d'être citoyenne d'une nation colonialiste, qui exporte des savoirs

[2] Lettre aux comités locaux, aux soutiens du mouvement, et à toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans le mouvement contre l'aéroport et son monde

d’oppressions et mène des guerres au nom du capitalisme, et qui maintient/détient ses victimes aux frontières, dans les rues ou dans des pièges institutionnels

- le privilège de pouvoir avoir la légalisation d’une zone occupée, que n’ont pas eu les migrant.es à Calais ou ailleurs, les roms ou habitant.es des bidonvilles

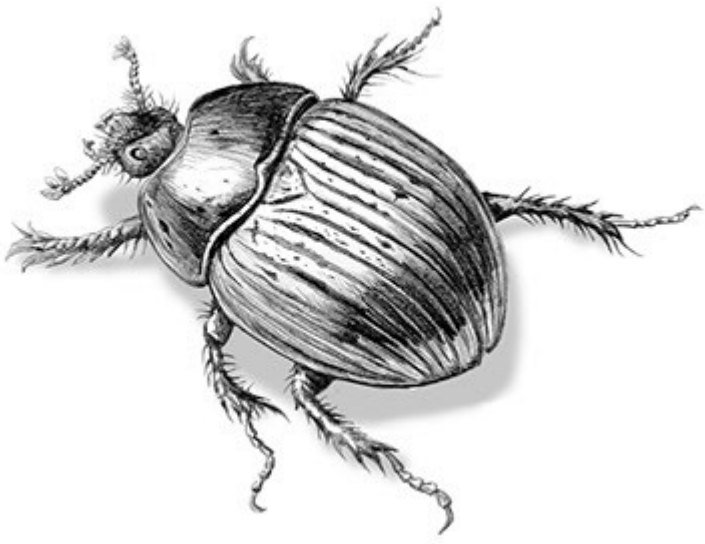
- les activités meurtrières comme la chasse ou l’abattage des animaux par les engins à grandes vitesses qui tracent la zone (encore toujours) à défendre...

- l’utilisation des terres "en main du mouvement" pour une vraie dynamique émancipatrice et solidaire qui nourrit les luttes et accueille les prisonniers du béton, de la répression et de la folie urbaine totalitaire, sécuritaire et surtout dévoreuse et empoisonneuse du naturel qui nourrit nos existences. Nous n’avons pas besoin d’un contrat avec les pouvoirs pour continuer les dynamiques de nos luttes émancipatrices et solidaires peut-être des bons sujets pour en parler pendant la journée du 10 février ou n’importe où nous nous trouverions...

J’espère que la zad et ses carrefours et routes continuent à susciter l’émancipation, l’autonomie, la solidarité aux oppressées et la subversion du monde qui voulait cet aéroport. pour qu’il ne disparaisse pas dans l’histoire comme le larzac ou la commune ; que la lutte continue et que la route soit un terrain commun et auto-géré, considérante de toutes les réalitées de l’environnement. en tout cas c’est ce que je défendrai, sur cette zone à défendre, avec tous les moyens, envies et occupantes autour de cette route qui voudraient la défendre. Si on en prend plein la gueule, c’est pas grave, on en a l’habitude ; que vivent les endroits libérés, que vive l’anarchie et la révolte ! nous ne serons pas DUP des autorités (autoproclamées) qui s’imposent ! attendez vous à nous ! l’anar-chie partout où l’autorité s’impose !

Une occupante en soutien de la zone à défendre et toutes les formes de luttes libertaires et émancipatoires, Utopiste d’une zone d’autonomie définitive et révolutionnaire solidaire

---



Pourquoi c’est la fin ?

(Texte écrit le 23/01 et lu en AG)

voici un texte bref de ma tristesse et ma blaz sur ce qui se passe , bien sur je ne trouverai jamais les bon mots pour m’exprimer la dessus.

cela fait un moment que je n’arrive plus a m’y retrouver dans ce qui ce jou ici

et avec l’abandon du projet ce processus s’accélère ;

le gouvernement nous tient parce qu’on est prêt a négocier avec l ennemi pour avoir la paix

dégagez la route on vous laissera tranquille n’est que le début de la fin

jusqu’à quel compromis somme nous près a accepter pour pouvoir rester ?

si nous vivons dans la peur des expulsions « immédiate « alors il est certain que nous perdons le rapport de force acquit toutes ces années de lutte, nous perdons l’essence même de nos

conviction parce qu’il est devenu acceptable ou stratégique de négocier avec celui qu’on combat

depuis des années . maintenant ce n’est plus nous qui posons les conditions de notre présence

mais bien le terrorisme étatique . c'est nous même donc qui allons détruire lama faché de quoi ce poser des questions

croire qu’il va s’arrêter au dégagement de la route pour qu’on reste est illusoire , pourtant le mouvement fonce dans la brèche dans lequel le gouvernement veux qu’on aille , cette brèche dans

lequel nous signons la rédition de notre colère de notre « radicalité « dans l’acceptation de la normalisation , bien que il y est des personnes qui défendent encore le non retour a la normale ,

le passage en force de la nécessité de l’urgence des petits chefs est devenu normale systématique est impossible à remettre en question .

pour ma part je préfère que cet endroit disparaisse dans des expulsions parce qu’on a na pas joué leur jeu plutôt qu’on cède un iota a ceux qu’on considérait hier ennemi . je me rappel d’une banderole pendant les expulsions de 2012 « rien a déclarer, rien a négocier ,tout a faire péter »

voila mon état d’esprit encore aujourd’hui , je n’est plus ma place ici, je prépare mon départ avec un goût amer coincé dans la gorge.

S.

Contre l’aéroport - et pour son monde, ou quoi ?

(publié dans le ZN du 29 janvier 2018)

À propos des prises de pouvoir et de la dissociation internes après la "victoire" du mouvement anti-aéroport à NDDL, et de la poursuite de la lutte contre le monde de l’aéroport

À propos du communiqué "commun du mouvement" suite à l’abandon du projet d’aéroport et au discours du 1er sinistre, il me semble important à des fins d’honneteté politique de préciser que la phrase concernant la D281, alias "la route des chicanes", n’a JAMAIS ÉTÉ VALIDÉE COLLECTIVEMENT.

Cette phrase a été rajouté pendant les conférences de presse à la Vacherie mercredi après-midi par un petit comité de rédaction autodésigné qui s’est octroyé le droit de répondre à Edouard Philippe sur ce point, mettant le reste du mouvement devant le fait accompli d’une prise de position publique en son nom (ce qui est pour le moins une erreur stratégique, si l’enjeu est notre force collective face à l’État).

Comme il a été écrit par ailleurs, la question du devenir de cette route est loin de faire consensus sur la zad comme dans le reste du mouvement.

En témoigne au niveau des comités de soutien le texte signé par sept comités de la région en faveur de la normalisation de la route, ou à l’inverse les trois textes d’autres comités en faveur de la défense des modes de vies qui s’y déploient, deux dans le dernier ZadNews (un ici), et un au printemps 2017. Ou encore d’autres prises de position, comme celle-ci, ou celle-là (et d’autres encore que je ne retrouve pas de suite)

Hier soir a donc eu lieu une AG extraordinaire du mouvement sur ce point unique, avec plein de monde (au début en tout cas, parce que ça a duré). Autant dire que la discussion était longue et difficile. Je vous passe les détails pour en venir au fait :

Suite à un coup de pression de Julien Durand de l’ACIPA en toute fin d’AG, affirmant que l’ACIPA et COPAIN viendrait de toute façon lundi et mardi pour "nettoyer"/"libérer" (/rendre au monde de l’aéroport) la route, une partie de l’AG s’est plus ou moins rangé à cette position, contre les avis de plein de personnes exprimés (ou parfois réprimés) tout au long de la soirée. Certain.es ont même affirmé que si les flics venaient pour rouvrir la route ou accompagner les ouvriers chargés de la remettre en État, illes ne seraient pas solidaires de celleux qui pourraient s’y opposer.

Pourtant de "l’autre côté", personne ou presque ne défend une quelconque forme de "privatisation" de la route, et plein de propositions de "compromis" ont été faites, sans qu’aucune ne soit prise en compte.

Autant dire que cette "décision" (ou prise de pouvoir, ou trahison ?) ne fait pas consensus, ni même qu'elle ne rencontre pas d'accord large.

Et donc que des personnes s'y opposeront, nécessairement, pour défendre ce qui leur semble juste (la critique d'un monde où la voiture règne en maitre, l'aménagement du territoire contre son ménagement, la vie très concrête qu'illes mènent là depuis parfois des années,...).

La question du sens des mots "solidarité" et "lutte" se pose très concrètement à chacun.e d'entre nous.

Apparemment il y a une "suite" [...] pour essayer de renouer les fils de la discussion. On va bien voir ce qu'il s'y passe.

La question de la D281, et la temporalité d'urgence que nous a habilement imposé le 1er sinistre avec son espèce d'ultimatum, ne doit pas pour autant être l'arbre qui cache la forêt des axes de normalisation (loyer, fermage, impôts, eau et électricité, permis de construire, etc etc etc.)

Comment peut-on continuer à s'accrocher à nos sacro-saints "6 points pour un avenir sans aéroport" (une chouette déclaration d'intention, mais après ?), alors que plusieurs voix du mouvement (ex : un agriculteur historique, un membre de COPAIN, etc.) se sont déjà exprimés publiquement au contraire des 6 points, en faveur d'une légalisation de TOUTES les installations agricoles ?

Comment peut-on se dire "bon, il n'y a plus de menaces d'expulsions donc on peut/il faut dégager la D281", alors qu'il est toujours affirmé par les représentant.es de l'État que les squatteur.euses seront expulsé.es au printemps ?

Comment peut-on se dire solidaire, humaniste, convergent.e des luttes, tout ce qu'on veut, et envisager cette légalisation qui n'est possible pour certain.es que par la grâce de nos privilèges néocoloniaux - vous avez déjà vu un camp de migrant.es ou de roms obtenir sa légalisation ?

Il y a celles et ceux qui refusent cette légalisation, et celles et ceux qui n'ont pas le choix : Qu'arrivera-t-il aux sans-papiers ou aux personnes recherchées par la police, dans ce "présent sans aéroport" (ici en tout cas), que certain.es veulent négocier avec le gouvernement ?

Rappelons-nous : rester neutre dans une situation d'oppression, c'est prendre le parti de l'oppresseur.

L, occupant de la zad

PS : Si on se réfère au Larzac, autant ne pas regarder que la carte postale qui montre une jolie image de lutte victorieuse, alors que la Légion étrangère a repris ses quartiers sur le plateau (comme quoi le pouvoir n'a besoin que d'un peu de patience, tant notre mémoire des luttes est faillible) : l'Empaillée, Le Monde.

PPS : À lire aussi (très important si vous ne l'avez pas lu !), le texte de Val K qui donne un bon aperçu de la situation et de ses enjeux, ici

pour les hyper liens, voir sur le site ZAD.NADIR.org : https://zad.nadir.org/spip.php?article5106 .

Les textes suivants ont été publiés dans le zad news du 29 janvier 2018 :

Nos idéaux de lutte se sont fait trahir en assemblée à peine 24 heures après la « victoire ». Notre unité collective est morte sur la route quand il fallait « avancer ».

Vive la mort ! Vive la préfecture !

La D281 est « libérée » / COPAIN se porte bien…

La lutte contre le monde qui avait besoin d'un aéroport n'a jamais vraiment décollé. Pendant ce temps on a salué les 6 points, incapable de voir l'arnaque car il n'y a en réalité qu'un accord partagé et orchestré par celleux que ça arrangent. Et ce qui a été figé dans le marbre nous a lesté d'un poids immense : plus on a acquis, plus on a à perdre. Et plus la « diversité » d'idées est un danger…

Nous n'avons pas tous travaillé à la même lutte, c'est sûr, you are the champions but not my friend !

NI DIEU NI COLU CONTRE CE MONDE ET SA NORMALISATION

Message du fond d'la classe

Lama a été lâché. La route a été libérée, la préfète heureuse, les citoyens se félicitent du bon dénouement de la journée, les négociations entre le gouvernement et le mouvement contre l'aéroport (et pour le monde de la voiture) vont pouvoir commencer.

Zone à détruire (mais c'est pour construire). Dégage, la ZAD aménage (mais c'est pour le bien commun).

Y a les appelos-flics qui viennent faire usage de la force (sans même de sommation, les vrais flics sont mieux gérés). Puis les paciflics qui viennent faire usage de l'humanité de celleux qu'illes écrasent.

Et comme d'hab', les oppressé-es ravalent leur rage et font contre mauvaise fortune bon cœur, et le rouleau compresseur poursuit sa route.

Une semaine d'humiliation

par J2C

Alors voilà. Une semaine est passée. Par où commencer ? Comment vous transmettre cette rage qui en ce moment m'anime ? Un descriptif chronologique serait vain, tou.te.s ont pu vivre de près ou de loin les événements. Impossible d'y échapper, trop puissant, trop profond. Les rappeler, point par point, n'aurait pas vraiment de sens, à part à faire rejaillir des blessures bien trop fraîches.

Alors, je vais commencer par ce constat simple : il y a une guerre de classes qui se déroule ici et ce sont les élites dominantes qui la mènent tambour battant. Et que la chose soit claire : je ne parlerai ici que du mouvement d'occupation et pas des autres composantes. Ces dernières restent dans leur logique, la normalisation et la légalisation sont dans leur mode de fonctionnement et il n'est pas surprenant qu'elles agissent ainsi. Par le coup de force.

Reprenons : guerre de classes, élites dominantes, humiliation. Reproduction du monde de l'aéroport, voilà ce que nous avons pu proposer de mieux à nos copain.e.s d'ici et d'ailleurs. Le nettoyage de la route, en niant toute sensibilité et toute critique, a pris finalement des allures d'opération de gentrification voire d'opération policière. Je ne me fais pas trop d'illusions : les élites dominantes ne feront que peu de cas de ce qui s'est passé. Au mieux feront-elles de plates excuses, accompagnées évidemment d'une explication « mais-comprenez-on-le-fait-pour-votre-bien ». Pas de remord. Trop à perdre. Trop à gagner ? Prêtes à vendre ce qu'elles ne vivent pas. Ici, plus qu'ailleurs, nous devons lutter contre cette classe, trop bien constituée, prête à tout, même à agir contre nous.

Afin de reproduire de vieux schémas, nous nous sommes aussi dotés d'une classe moyenne, intellectuelle et plus politisée, certes. Bien que sincère et convaincue, tellement plus consciente des mécanismes de domination, elle n'a pas su lutter, s'opposer. Impuissante. Pour éviter la guerre civile, elle a préféré temporiser, n'obtenant malheureusement que des « conditions de papier ». J'espère sincèrement que les derniers événements lui auront fait changer d'avis et qu'elle se désolidarisera a minima des élites dominantes. Ne plus servir de relais.

Concernant la suite, j'espère que la fameuse venue de la préfète sera la dernière présence policière sur la route D281 (sur zone?). Cette humiliation a été le point d'orgue d'une semaine folle, l'expression de cette haine de classe. Il faut nous organiser pour faire en sorte que plus jamais ne se reproduisent de tels événements, nous souder dans l'adversité et s'opposer à toutes manœuvres menées par cette élite dominante. La saboter. Sous prétexte d'un réaménagement de la route, de sa normalisation par la DIRO, il ne faudra pas tolérer une occupation policière d'une partie de la zone.

Ici, plus qu'ailleurs, sabotons les élites.

« Déchicanisation » : comme un malaise

Lettre ouverte à une amie sur la situation présente à Notre-Dame-des-Landes après l'abandon par le gouvernement français du projet d'aéroport, mais non de celui d'expulser de la ZAD ses occupants « illégitimes »

Chère B,

J'entends bien que tu as participé en toute honnêteté, en toute conscience de militante, et non née des dernières pluies, comme quelques autres de mes lointain-e-s et proches, à un processus démocratique – ou du moins défini tel par la logique dominante - de discussion, aboutissant à la décision majoritaire de « dégager », sur le site de NDDL, l'emblématique ROUTE DES CHICANES : décision dont cependant tu dis toi-même craindre qu'elle ne génère des « accrochages » (ce qui signifie, à mes yeux : qu'elle ne cristallise des divisions, voire de violentes oppositions et fractures internes, ce qu'attend vraisemblablement le pouvoir). Je ne suis évidemment pas en position d'en contester la validité, ni d'en prédire les conséquences. Je n'ai, comme l'on dit, pas voix au chapitre.

Mais permets-moi de te soumettre, depuis mon (pas si) lointain Mexique, quelques interrogations et réactions.

1. Pourquoi si vite ? Pourquoi devancer l'ultimatum du pouvoir ? Cela sent (pardon, mais j'ai le nez exercé) le marchandage occulte, les arrangements de sous la table. Qui réellement négocia avec qui ? Qui s'engagea à quoi ? Et surtout : Qui lâcha qui(s) dans cette affaire ? Qui a (ont) intérêt à « calmer le jeu » en perspective d'une « négociation » sur l'avenir de la ZAD », soit, sur l'occupation productive du territoire ? Et enfin : au prix de quel abandon ?

2. Pourquoi une décision régie par le principe mathématique de la majorité, ce qui signifie : contre une minorité ? N'aurait-il pas été plus sage et plus conforme à la dynamique historique de NDDL, de se donner la peine (comme l'on fait dans les communautés indigènes du Mexique ou d'ailleurs, et particulièrement au sein du mouvement néo-zapatiste au Chiapas) de parvenir - et tant pis pour le temps que cela exige - à une décision UNANIME ? N'est-ce pas se soumettre au modèle frelaté de « démocratie » que toute l'expérience de NNDL précisément récuse ?

3. Cette hâte à nettoyer la route, quels qu'en soit les motifs argumentables affichés, s'apparente, en termes tactiques, à déposer les armes avant qu'aucune garantie de paix n'ait été donnée par l'ennemi : erreur fatale comme l'attestent mille exemples historiques. Pour mémoire – pardon si je parle encore depuis le Mexique - : l'EZLN, quoiqu'engagée dans un processus pacifique, n'a jamais déposé les armes, consciente qu'elle est de l'absolue duplicité du pouvoir.

4. En termes symboliques, cela me paraît franchement désastreux. Il y a comme un fantasme hygiéniste à l'œuvre dans cette opération. Effacer des traces, ce n'est jamais innocent. La route en question constitue l'une des plus fortes images (mémoire-trace-symbole) de la résistance, une forme concrète d'affirmer : « No pasarán »… S'empresser de vouloir la

dégager, disponibiliser, normaliser, propriser, sous le prétexte de passer à une étape « constructive » (les précédentes ne le furent-elles donc pas ?), cela me semble vouloir effacer du même coup l'énorme portée de son nom même : route des CHICANES, c'est-à-dire des fragiles entraves, des « remparts de brindilles » que les exclus de l'ordre dominant, les impossibles, les irréductibles, les sans-titre et sans-nom, soit, comme dirait Eduardo Galeano, les NADIES, construisent, comme ils peuvent, avec des débris de métal rouillé, des pneus crevés, etcétéra, pour l'empêcher d'avancer davantage, ne serait-ce qu'un temps, pour l'empêcher de parvenir à les écraser définitivement. Détruire les chicanes, c'est alors, toutes proportions évidemment gardées, comme démolir les vestiges des maisons bombardées pour reconstruire l'après-guerre dans une logique d'oubli. On sait aujourd'hui où conduisent les logiques d'oubli : à la renaissance de toutes les formes du fascisme.

5. Je suis consterné par les propos, relayés par Europe 1, de Julien Durand, porte-parole de l'Acipa, justifiant la décision de dégager la route sur le thème 'tourner la page', (je ne sais pas si cette inquiétante expression est de lui ou des journalistes) : "Puisque que le projet de Notre-Dame-des-Landes est abandonné, il n'y a plus de menace et nous ne sommes donc plus dans une phase de résistance. Désormais, il faut penser autrement, c'est-à-dire penser l'avenir de la zone pour qu'il y règne une bonne entente, une sérénité, et un dialogue pour aboutir à une vie quotidienne normale." Ils me semblent d'un angélisme accablant – « bonne entente », « sérénité » = déni de toute dimension politique et du caractère éminemment fécond de la conflictivité inhérente à cette expérience communautaire hétérogène -, et par ailleurs gravement réducteurs : il ne s'agissait donc QUE de l'opposition au projet d'aéroport – et alors « on a gagné » - et non pas, en même temps et transcendant cette opposition, d'une expérience historique exceptionnelle et par essence a-normale, hors-norme, innormalisable, qui demeure, quant à elle, évidemment menacée ? Il ne s'agit donc plus de résister à l'ordre dominant (qui ne s'est pas miraculeusement aboli avec l'abandon du projet) en continuant de nourrir la « page », mais seulement de la « tourner » ? Seulement de revenir à « une vie quotidienne normale » ?

6. Parlons, puisque l'occasion s'en présente, des rapports entre la « page » et sa/ses « marge(s) » : c'est un paradigme pertinent, tout aussi bien pour comprendre quelque chose dans l'histoire du long processus dit d'hominisation (qui nous séparerait, comme certain-e-s s'obstinent encore à croire, de ce qu'elles-ils nomment les bêtes) que dans celui de la construction (individuelle ou collective) d'une quelconque pensée, d'une quelconque pratique dans les sociétés humaines, ou dans celle des rapports sociaux eux-mêmes, et, surtout, DANS CE QU'IL EN RESTE POUR AUTRUI, c'est-à–dire dans ce que l'on transmet à celles et ceux qui nous survivront. Pages nettes, « mises au propre » (comme on disait à l'école), utiles à l'avenir, bonnes à communiquer, qui se taisent pudiquement ou bien obscènement (sacrifice rituel en forme de déni d'origine) sur leur envers, c'est-à-dire, en vérité, sur ce qui les nourrit et les fonde : ces marges sales, saturées de taches et de graphes informes ; ces marges honteuses que « l'ordre public » enjoint de s'effacer, dans le passage du brouillon au texte publiable. Or si c'est seulement la page que retient l'Histoire (ou du moins l'Histoire officielle), ce sont pourtant ses marges, et elles seulement, qui la font UNE

histoire, NOTRE histoire.

7 L’une des dimensions essentielles de cette expérience n’était-elle pas qu’elle aura permis, comme et plus que quelques rares autres, à des jeunes et moins jeunes « en rupture de système », c’est-à-dire porteurs de la plus belle, la plus saine espérance de sortir enfin, de forme « légale » ou non, mais de sortir EN ACTES, à leur propre manière, de ce cycle de mort qu’on nous impose pour seul destin, seul horizon possible - de se reconstruire comme sujets en reconstruisant collectivement, comme disent nos frères zapatistes, un « autre monde possible où trouvent place tous les mondes » ? Si ce sont eux qui doivent aujourd’hui, au motif apparemment consensuel du « désengagement de la route des chicanes », se trouver sacrifiés sur l’autel de la « normalisation » ou de la « pacification », alors, chère B., l’aventure exceptionnelle de NDDL tombera misérablement, pour notre plus grande honte, dans les tristes et lugubres poubelles de l’Histoire.

Janvier 2018 - Marc Georges Klein

Ils veulent expulser une de nos Zones à défendre, silencieusement ! No pasaran !

Ils essayent de désarmer la zad de l’espoir de construire une réalité face à un monde qui nous exploite, nous empoisonne, nous enferme, nous tabasse, nous tue. Nous étions conscient-e-s de la force étatique portée par beaucoup d’autres composantes à Notre-Dame-des-Landes, mais nous étions enfumé-e-s par leurs paroles d’envies d’un monde meilleur (pour leurs gueules), plus vert (mais pas trop, et surtout rentable), tout en pointant du doigt leurs décideurs, chefs et patrons et pour un tas d’autres raisons de récupération par l’image de solidarité.

Nous comprenons que nos modes d’existence et de résistance ne vont pas dans le sens du poil des plus puissants, des plus dominants et virulents de ce monde, souvent plus près de nous que l’on pense... Aujourd’hui, nous faisons face à une répression assez mesquine au sein du mouvement d’occupation, par une force commune d’intérêts personnels qui impose ou manipule l’apolitisation pour pouvoir commencer des potentielles négociations portées par le PARTI dominant, et méprisant dans le mouvement "anti-aéroport", très représenté dans l’AG des usages. Souvent appuyé par beaucoup de formes d’oppressions intellectuelles, élitistes imposées et organisées par différents groupes et individus, d’un élan autoritaire, discriminant et fascisant. Par des menaces, coups de pression individuels ou collectifs, mensonges, des sabotages et détournements d’outils collectifs.

Le PARTI tente de réprimer l’expression contestataire et parfois radicale de la zad. Cette expression incontrôlable et militante qui s’affirme assez fort contre l’État avec laquelle le PARTI veut négocier. Ils veulent négocier un certain confort d’avenir égoïste, comme la

normalisation de la zone et ses activités et pour certains privilèges "communs/collectifs" au mépris de beaucoup d'opprimé-e-s de l'État et ses institutions, mais surtout au mépris des camarades en lutte ici et ailleurs. Ielles sont venu-e-s en vitesse et avec une force virulente le lundi 22 janvier pour virer une grosse partie de la d281. C'était un moment très confus pour beaucoup de gens présent-e-s. Des gros rapports de force asymétriques appuyés par une mauvaise foi et des intentions agressives, mais aussi des moments de médiation forgés par celles et ceux qui ne voulaient pas que ça parte en guerre ; pour d'autres un moment très enrageant ou frustrant, surtout déprimant. Quoi que donnent les négociations, au final l'État n'acceptera pas une voix subversive depuis cet endroit, mais il y en a qui croient encore qu'ils pourront négocier sans confrontation avec l'État.

Si aujourd'hui une partie de l'occupation se plie et danse déjà aux menaces des coups de fouet par la préfecture et ses chefs d'État avant même le début de quelconques négociations, ça laisse imaginer la direction que pourraient prendre les prochaines étapes de nos vies, et celle de la zone à défendre et autres luttes contre le monde qui voulait cet aéroport. Il existe encore un enjeu majeur. L'enjeu à garder des terres et nos quotidiens libres et solidaires, hors des griffes de l'État, hors des cadres, hors du système, de manière à continuer à nourrir les résistances contre ce monde qui impose une éducation de servitude, une consommation suicidaire, des activités polluantes, des comportements destructeurs, des méthodes oppressantes et un spectacle de démocratie-liberale discriminatoire dont nous n'avons aucune intention d'en redevenir prisonnières ou complices.

Le possible que la zad permet, c'est d'expérimenter des réalités et structures autonomes ou créatrices qu'on imagine, construit et défend, ensemble, en mode affinitaire ou non, par nos rencontres, conflits et découvertes hors des normes et des cadres imposés, certains individuellement, d'autres collectivement, d'autres pour les partager ailleurs. Pour une grande part d'entre nous en essayant d'être conscient-e-s des réalités sensibles et des visions des autres, en restant ouvert-e-s à l'idée qu'on a tou-te-s des vécus, cultures et principes différents. Mais ce n'est hélas pas le cas pour tout le monde sur cette zone, il y en a qui pensent qu'ils savent mieux gérer nos vies et prendre des décisions pour nous.

Il existe une part du mouvement qui lutte contre le monde auteur de ce projet d'aéroport inutile et abandonné, la part qui critique ouvertement, par principes, qui questionne par l'éthique ou par des formes d'actions directes créatives, la collaboration et la complicité d'autres composantes avec nos ennemis destructeurs, exploiteurs ou oppresseurs. Les ennemis contre qui ils prétendent aussi résister et dénoncer. Cette forme de critique déplaît particulièrement aux bénéficiaires du maillage étatique néo-colonialiste ; surtout la frange patriarcale, autoritaire et exploitant sur et autour de la zone. Il faut rentrer dans l'image totalitaire du mouvement anti-aéroport et la région pour être accepté-e et pouvoir rester.

On est nombreux-ses à vouloir tenir et défendre les routes et les terres expropriées sur la zad et continuer à y avancer avec des projets émancipateurs et cultiver avec celles et ceux qui y passent et partagent des principes horizontaux, partageurs et inclusifs, mais nous faisons face à des pressions et des forces asymétriques et nous ne pensons pas pouvoir tenir seul-e-s

cette brèche fertile et ces structures horizontales sur la zad dans la durée sans des forces à la hauteur de la menace. Des structures servant d'habitats, de lieux de convivialité, de rencontres, d'organisation, de lieux d'échanges intergalactiques qui ont besoin d'imaginaires sans cesse renouvelés. Même si les pressions et répressions nous affaiblissent moralement ou physiquement à certains moments, pour parfois au final se voir réprimer ou expulser selon la volonté d'un État, nous continuerons à résister, subvertir et à attaquer ce monde de violences par tous les moyens et à construire un monde différent. La zad est partout !

Nous invitons tout le monde à exprimer vivement sa solidarité déterminée avec la zad et dans nos espaces, ceux des anarchistes, des revolté-e-s, des animaux sauvages, des pirates, des squatteur-euse-s, des émigré-e-s, des enragé-e-s, des autonomes, des électrons libres, des réprimé-e-s, des exilé-e-s, des rebel-le-s, des exclu-e-s, des apatrides, celles et ceux qui ont défendu les zads et d'autres taz (zones autonomes temporaires) ou squats pour des idées et pratiques qui dérangent les pouvoirs, les dominants, les privilégiés et les aménageurs. Nous vous invitons à faire vivre les zads et des lieux ailleurs pour arroser les graines de révolte et de solidarité avec toutes les résistances en lutte contre un monde totalitaire qui s'impose. Ne les laissons pas expulser nos idées, nos vies souvent fragiles, nos conflits face aux oppresseurs et aux structures de leur monde. Ne les laissons pas nous expulser de nos environnements libérés, autonomes et anarchistes, par les pressions et complicités locales des entités fascistes, autoritaires, libérales et citoyennes, par les menaces psychologiques, par les intérêts de la propriété privée ou par les forces meurtrières de l'État.

Nous avons combattu ensemble les pouvoirs d'État et son monde capitaliste et libéral, à la zad et ailleurs en 2012, et bien avant, continuons aussi en 2018 sur la zad et partout où nos forces convergent, où les possibilités se présentent... Restons incontrôlables, libres et sauvages !

S'ancrer à la zad le 10 février

Le projet d'aéroport a donc été, enfin, abandonné, nous vous invitons donc à fêter la victoire avec nous sur ce territoire que notre lutte a protégé des appétits carnassiers des bétonneurs. La lutte continue, car il faudra défendre l'avenir de la zad contre celles et ceux qui voudront en faire un territoire normalisé. Venez vous organiser, vous amuser, vous émanciper, vous révolter, venez partager et construire les avenirs pour la zone à défendre à Notre-Dame-des-Landes et ailleurs !

"Nous ne sommes rien si nous marchons seuls ; nous sommes tout quand nous marchons ensemble au pas avec d'autres pieds dignes", Subcomandante Marcos, zapatista

zadresist@riseup.net

Tentative de description de jours des fêtes sur la D 281

à la manière de…

ceux qui citoyennement
ceux qui victorieusement parce qu'ils anticipent
ceux qui joyeusement sans rien comprendre
ceux qui douloureusement
ceux qui crânement
ceux qui soulagement
ceux qui apaisement

ceux qui imposent
ceux qui s'opposent
ceux qui se taisent et qu'on n'écoute pas
ceux qui sont absents et ont donc tort
ceux pour qui ça ne leur va pas si
ceux qui du coup ne demandent plus : Ça vous va si
ceux qui personnalisent
ceux qui crient à la division
ceux pour qui les limites sont pour les autres
ceux qui se prennent un éclat de bienveillance dans l’œil

ceux qui vous serez seuls
ceux qui sinon pas de négociation
ceux qui ne gâchez pas tout
ceux qui il faut sauver l'essentiel
ceux qui recherche du consensus et à la douche !

ceux pour qui la fin justifie les moyens
ceux qui passage en force et s'en sentent bien
ceux qui s'auto-désignent
ceux qui AG souveraine

ceux qui préfecturent
ceux qui scénarisent
ceux qui tractorisent en remorque
ceux qui poubellisent pelle à l'épaule
ceux qui résistent
ceux qui tentent de résister
ceux qui négocient
ceux qui tentent de pacifier
ceux qui conflictualisent

ceux qui veulent faire le boulot de l’État pour qu'il ne le fasse pas
ceux qui ne veulent pas faire le boulot de l’État à la place de l’État
ceux qui Bourgeois de Calais
ceux qui Autorité Palestinienne
ceux que l’État remercie

ceux qui hangar de l'avenir
ceux qui en gare de triage
ceux qui sur voie de garage
ceux qui jusqu'au printemps
ceux qui hypothèses bien mal pour l'avenir

ceux qui sont perdus
ceux qui sont perdants
ceux qui surnuméraires

ceux qui trient pour reconstruire
ceux qui ralentisseurs pour éviter le pire
ceux qui font ce qu'ils ne voulaient pas faire
ceux qui pensent ce qu'ils ne voulaient pas penser
ceux qui espèrent bien faire et qu'on les laisse en paix

ceux qui invectives à la bouche
ceux qui lance pierres à la main
ceux qui cagoule sur la tête à l'approche de l'hélico
ceux qui soupe de solidarité à l'Épicerie du Sabot
ceux qui mains sales, mais y a-t-il eu des mains propres
ceux qui demandent du temps
ceux qui violence de l'urgence

ceux qui s'en vont et s'en viennent
ceux qui ne veulent pas y être
ceux qui cherchent à comprendre
ceux qui ne s'écoutent pas mais crient dans le vide de la foule
ceux qui se sont tus et qui parlent, qui parlent fort parce que ce qu'ils ont à dire n'a pas été entendu
ceux qui s'auto-déprécient
ceux qui hurlent de la coulpe à force de se l'être battue

ceux qui nous sommes la nature qui se défend
ceux qui rêvent aux crapauducs pour les salamandres

ceux qui injonctionnent
ceux qui poussent à bout
ceux qui iront jusqu'au bout
ceux qui de la boue jusqu'au cou
ceux qui bouououh

ceux qui font masse
ceux qui se réunissent dans un pré, s'engueulent et ne s'attendaient pas à ça
ceux qui annoncent
ceux qui se déchirent et s'entre-déchirent
ceux qui obtempèrent et désespèrent

ceux qui amnésient la mémoire de la lutte

ceux qui autogestionnent la destruction de leurs symboles
ceux qui avalent l'ivraie jusqu'à la lie

ceux qui interviews pour les archives
ceux qui photographies contre l'oubli
ceux qui boulangent dans les coulisses
ceux qui distribuent le Zadniouz, dernière non-marchandise de l'Épicerie du Sabot

ceux qui promettent Lama Fâché
ceux qui mentent et le savent
ceux qui les croient ou veulent les croire
ceux qui ne les croient plus parce que tombés de haut
ceux qui menacent Lama Fait Chier
ceux qui sanctuarisent Lama Sacré
ceux qui voyeurisent à Lama Fichu
ceux qui cassez-vous

ceux qui Jacques Prévert
ceux qui Tentative de description d'un dîner de têtes à Paris-France

Tous ceux-là et beaucoup d'autres entraient bravement sur la D281 en faisant craquer les graviers, tous ceux-là se bousculaient, se dépêchaient, car il y avait une grande fête de la libération et chacun voulait y participer

Et puis, il y eut...
celle, sans avenir, qui enracina quelques plantes flapies sur un petit tumulus de terre sèche, vestige d'une ancienne chicane, dans le soleil couchant en constatant : La nature, elle est triste2

2/25 janvier 2018

Mouvement, où est ta victoire ?

(publié dans le ZN du 5 février 2018)

Invitation à se rencontrer "en OFF" le 10 février, 11h : à La massacrée (FNxD281)

Le communiqué du mouvement du 17 janvier fanfaronne : « *Il s'agit bien d'une victoire historique face à un projet d'aménagement destructeur.* »

Certes, le projet d'aéroport a été abandonné, et c'est un soulagement dans le monde des tritons et des salamandres. Et encore, nous y reviendrons. Certes, c'est une victoire de la lutte contre l'aéroport de Notre Dame des Landes.

Mais beaucoup d'entre nous avons lutté.e et soutenu la lutte contre l'aéroport **et son monde**. Le monde capitaliste, pour dire vrai, le monde des inégalités économiques et

sociales, le monde de l'oppression et de l'exclusion. Cette lutte-là est-elle victorieuse ? Et si elle ne l'est pas, comment peut-elle quand même rayonner vers d'autres luttes contre de grands projets inutiles et imposés ?

Cette lutte est-elle victorieuse contre VINCI ?

Vinci sort gagnant de cette situation : non seulement, il touchera des centaines de millions d'euros de compensation pour l'abandon du projet, non seulement il engrangera les profits liés à la modernisation de l'aéroport Nantes-Atlantique, mais il va négocier sa montée en capital dans la gestion des Aéroports (ADP), imposant à l'État de devenir minoritaire dans la gestion aéroportuaire... On comprend que Vinci soit des plus conciliants dans cette affaire !

Est-ce donc une victoire remportée sur le monde de l'exploitation, des profits, sur le monde de l'aéroport ?

Cette lutte est-elle victorieuse contre l'État ?

Beaucoup de celles et ceux qui ont lutté contre l'aéroport voudraient que l'abandon du projet signifie aussi l'abandon de la lutte contre le monde capitaliste. Déjà se dessinent les luttes dans le domaine de la propriété privée, pour la mainmise sur le foncier entre les paysan.ne.s de la Confédération Paysanne et les agriculteur.ice.s de la FNSEA. Rappelons que l'agriculture, bio ou conventionnelle, n'existe qu'encadrée par des normes édictées par les administrations de l'État et que la propriété privée n'existe que garantie par l'État. Illes vont négocier avec un État qui organise depuis des décennies la disparition des paysan.ne.s les plus fragiles, notamment par la normalisation des productions. Déjà se pointe à l'horizon la lutte pour le contrôle de la Chambre d'Agriculture 44 (élections en janvier 2019). La ZAD sera un champ de bataille agricole.

Parmi les occupant-es de la ZAD, se dessinent aussi des luttes de pouvoir. L'autogestion a donné lieu a de nombreuses groupes-assemblés-comissions. Les inégalitées de classes n'ont pas disparues pour autant, et certain.e.s profitent de ces structures décisionnelles tandis que d'autres s'en sentent exclu.e.s. Dans les assemblées, les positions dominantes sont les moins radicales et les plus diluées.

Ce qui manquait à ces fractions dominantes du mouvement pour obtenir la légitimité de la part du gouvernement, c'est évidemment la démonstration qu'elles étaient en mesure d'instaurer l'ordre sur la Zone, l'ordre du mouvement se rapprochant de celui de l'État. C'est ainsi que l'on peut comprendre le nettoyage de la D281, véritable épreuve de force au sein du mouvement.

Là ou en 2012 l'état s'était embourbé, il peut aujourd'hui compter sur des intermédiaires à l'intérieur du mouvement pour pacifier la résistance radicale et normaliser la zone. Le contrôle qu'exerce l'État se retrouve donc progressivement facilité, et même mis en œuvre, sur la ZAD. Les fractions dominantes du mouvement se sont mises en marche vers l'État qui les reconnaît maintenant comme interlocutrices potentielles. Ce qui ne préjuge pas des suites…

Cette lutte est-elle victorieuse pour le monde des tritons ?

On comprend que les salamandres et autres bêtes des prairies humides ont bien du souci à se faire, entre une route normalisée où certains rêvent d'y installer quelques crapauducs, et des parcelles qui pourront enfin être remembrées1 après leur mise en vente par l'État. Que restera-t-il de ce bocage qu'on voulait préserver ? Une mini-réserve ou un éco-musée ?

Cette lutte est-elle victorieuse pour les expériences qui se mènent ici ?

Des expériences hors normes sont menées ici depuis des années : des productions agricoles hors circuit marchand, des habitats auto-construits, des expériences sociales hors contrôle. Ici existe des lieu de vies pour des personnes sans papier ou illégales, une radio pirate, des groupes de santé mentale, une cabane non-mixte, de l'agriculture végan, des groupes de gestion de conflits qui ne font pas appel à la justice ou la police, des réapropriations des plantes et des soins médicaux, une zone non-motorisée, de l'auto-média, une aide concrète à d'autres luttes (cantines, caisses de soutien, mise à disposition de lieux d'organisation…) des expériences de permacultures. Cette zone une zone de rencontre et de friction de nombreuses visions politiques et de vécus différents. C'est cela qui donne son sens à la pérennité de cette lutte et qui a enrichi les imaginaires des soutiens extérieurs. Ouvrir la porte à l'état lui donne le pouvoir d'étouffer un par un ces projets qui ne se conforment pas aux normes (impôts, sanitaire, urbanisme, …). Les exigences de l'état, relayées par l'Entité interne qui se met en place, fera disparaître ces projets. Cette lutte, est-elle victorieuse contre le capitalisme, le sexisme, le spécisme, le mépris de classe et les pratiques autoritaires ? Après l'abandon du projet, se profile le risque d'une confiscation de cette lutte politique par une mise à l'écart de sa dimension radicale.

Pour qui peut-on alors parler de victoire ?

Depuis le 17 janvier, nous ne sommes plus en lutte contre cet l'aéroport, mais nous sommes toujours en lutte contre son monde et ses alliés. Ce qui se passe maintenant dans cette lutte se passe aussi dans de nombreuses autres luttes, environnementales ou sociales.

A partir du 10 février, rencontrons-nous et discutons-en, sur la Zad et ailleurs

Invitation à se rencontrer, le 10 février :

11h : à La massacrée (FNxD281) pour manger des crêpes, discuter, aider au chantier de reconstruction, faire une table de presse et differ auprès des gen.te.s qui arrivent pour la kermesse de la victoire

Après-midi : une discussion surprise pour qu'on réfléchisse ensemble de comment faire face aux prises de pouvoir dans des luttes : ici, au Val de Susa, à Bure ou ailleurs.

Attention, même des bureaucrates avérés ne s'y retrouvent plus en AG des usages (pourtant cruciale). Peut être prenons nous une mauvaise pente à cause de l' »agenda des négociations » ? Penser à penser à partir du bas de l'échelle.

ZN du 19 février 2018

Brève de chicanes

« Nan mais les flics nous demandent de faire quelque chose, si vous le faites pas, vous faites le jeu des flics ! »

ZN du 26/02/17

Affaire à saisir :
Pour cause de déménagement idéologique et ré-orientation stratégico-professionnelle, déstockage à la pelle de nombreux exemplaires de l'Insurrection qui vient. Prix d'Ami. RDV chaque lundi matin, à Saint-Jean-du-Tretre.

ZN du 5 mars 2018

NA ! Compte rendu : Groupe hypothèses pour le présent* ! *(ZN du 12/03/2018)*

Nous imaginons que la préfète est bien surprise et bien embêtée de voir que les travaux sont allés bon train !
Il faut dire qu'elle lit les publications qui « émanent » de la zad et qu'elle pensait donc qu'on était « tous ensemble, tous ensemble... ». La préfète pensait que sa stratégie pour nous diviser marcherait, mais pas si vite, (elle savait pas que c'était déjà fait!)
Alors la route nettoyée (?!!…), les travaux avancent et (casi) rien ne se passe…
La préfète en est donc à se demander comment maintenir la présence policière jusqu'au 31 mars ?
Ou comment faire d'une banderole, d'une barricade « aussitôtfaiteaussitôtdéfaite » et d'une buse cassée, la justification d'une intervention policière avant cette date ?
Du coup ça va doucement doucement les travaux sur la route, voir ça n'avance quasi pas certaine semaine…
Le préfète est « fine » et « maline » nous répète-t'on, certs elle est plus maline que « nos stratèges », mais quand même, elle avait pas prévu ce coup-là :

- 35 camions de GM sur la zone : RIEN
- Bure expulsé en 1 jour : RIEN
- annonces d'expulsions (d'une partie) de la zad par la force : RIEN

Le groupe hypothèses pour le présent en fait aussi pour l'avenir proche, celui qui commence maintenant :
Les GM devraient intervenir (avant ou) après le 31 mars, non pas parce q'il se sera passé un truc, mais… parce que l'état l'a annoncé, hé hé !

La zad est morte… Le monde est à nous !

Avertissement : certes le groupe hypothèses pour le présent peut se tromper, ce ne sont que des hypothèses hein !
Cependant, il avait prédit en son temps que le mouvement était mort et aussi que négocier avec l'état ne servait à rien ! NA !
**Groupe informe et non constitué à géométrie variable*

texte publié dans le ZN du 26 mars 2018 :

Ceci est une réaction au texte « le mauvais coup de trop » paru dans le ZN de la semaine passée et à l'ambiance générale

D'abord, ouais, on a observé la présence de l'auteure *(une personne de la coord)* au tout début des travaux. Présente pour quoi ? Pour ne pas nous écouter quand on parlait et pour nous dire que si les flics, alors aux abords de la zone à côté des machines, entraient sur la route en usant des gaz lacrymogènes, on ne nous soutiendrait pas. Sans blague ! Mais évidemment, le chantage a rester calme pour que les gendarmes mobiles n'entrent pas n'est pas uniquement de son ressort, un petit nombre d'occupant.es y a aussi participé.

« je me considère désormais totalement exonérée de toute espèce d'engagement à défendre la totalité des habitats de la zad contre les expulsions/destructions. Et je vais solliciter attac44 pour adoption de cette même position. »

A part qu'on croirait entendre un évadé fiscal, c'est toujours un peu marrant de lire des propos de désolidarisation à peine deux semaines avant la menace d'intervention de l'Etat. Tout ça dévoile un état d'esprit bien ancré dans l'élite du mouvement, qui dans la forme prétend, (ou prétendait), qu'il défendra tout le monde et qui dans le fond souhaite qu'une partie des occupant.es décampe. Pas de doute que le groupe local d'attac, comme un bon nombre d'organisations de la coord et de la gauche en général, adopte cette position ; dès que des échauffourées s'annoncent, alors que l'ambiance est au dialogue : on crie, on s'indigne ; « c'est pas nous, c'est eux qui sont violents ! »

Même si ce n'est pas complètement faux, ça permet d'être présentable et « crédible » face aux institutions. Et rappelle, pour qui l'aurait oublié, de quel côté se situe la coordination. Celui de l'Etat, qu'il n'a jamais été question de détruire, comme le rappelle bien le texte.

Prendre acte maintenant, en mars 2018, qu'il n'y a pas d'unité du mouvement, c'est vraiment de la fausse naïveté. Quand on est membre de la coordination depuis plusieurs années, on ne peut pas faire mine de l'ignorer. Comme le texte le rappelle, nous avons des positions antagonistes et mieux vaut l'affirmer que le taire. Toutes les personnes, groupes ou comités qui ont contribué à enterrer le projet ont lutté contre. Pas ensemble. Ou très rarement. Si nous avons convergé pendant l'opération César, pendant certaines grandes mobilisations et à plein d'autres moments qui ont pesé fort, les rassemblements devant les tribunaux ont très souvent montré le contraire. Les orgas ont répondu par leur absence. (ce qui n'est pas forcément le cas de certains leurs membres). Et que dire des médias, où apparaissent les stratégies de com' qui ont souvent séparé les bons et les mauvais élèves, les sales gueules des autres, les projets reconnus et ceux et celles qui n'en ont pas, ou pas avouables. Sans compter le nombre de condamnations suite aux actions menées en dehors du contrôle des orga. Bref, la liste est longue.

Bien sûr, dans les conflits personne n'est exempt. Mais ce que le point de vue du texte « le mauvais coup de trop » ne dit pas, c'est qu'il provient du courant dominant. Celui qui peut décider de son côté et affirmer que la décision est collective. Celui qui parle de défendre le

« projet politique collectif zad » et « pas les petits copains », alors que d'ici on y voit une dynamique de négociation qui entraînent tout le monde au nom de quelques groupes et donc d'intérêts particuliers.

Quelques personnes qui bloquent des machines ont permis la présence massive de gendrames mobiles sur la D281 ? Et on est prié d'y croire ? L'Etat, avec l'aide de ses gendarmes, a toujours encadré les machines de chantier, en 2011 comme en 2018. Ils déambulent maintenant depuis plus d'un mois, et bien avant le trou fait la semaine passée. Aperçus dans le chemin de St-Yves avant, sur la route à côté de Bellevue, à la Saulce, sur la route des fosses... ils sillonnent les routes, comme ils l'auraient fait comme avant n'importe quelle menace sérieuse d'expulsion.

Le propos n'est pas de savoir s'il est pertinent ou pas de faire un semblant de trou à ce moment et à ce niveau là de la route. Mais de se demander pourquoi jusqu'à présent si peu de mobilisisation ? Si peu de communication pour demander du soutien ? Appeler à des actions ?

Nettoyer la route. Pacifier les récalcitrants. Calmer le jeu pour montrer à la préfète que oui, oui, madame, tout est sous contrôle. Le mouvement gère les sales gosses. On leur a confisqué leur chicanes et on les a éloigné pour ne pas qu'ils les remettent. Tout va bien.

Nous, on croit pas que depuis l'Etat, le mouvement se résume à la gestion de cette route D281. Ce qui est visé est ce qui est incontrôlable, pas négociable. Des cabanes, aux habitants, aux non-projets. D'ailleurs, on pourrait en dire de même concernant une partie du mouvement qui s'est empressée une fois l'abandon déclaré d'obéir au premier ministre en faisnant lui-même le taf de nettoyage. Nous pensons que c'est cette décision qui a ouvert un boulevard aux gendarmes et à l'Etat et pas autre chose.

Ce qui était implicite est devenu très clair ; une partie de la zad doit partir. C'est ce que cache l'hypocrisie du texte et de l'ambiance actuelle. Face au néant cuisant des rendez-vous à la préfecture, s'en suit le déni des engagés du dialogue qui ne reconnaissent rien. Et rejettent la faute de la situation à quelques excités. Qui l'ont bien cherché d'ailleurs. C'est pour ça que quelqu'un doit payer et se retrouver ligoté au petit matin dans un coffre puis fracturé suite aux coups. 'y avait qu'à bien se tenir. Après tout il l'a un peu voulu puisqu'il a fait le con en ne suivant pas les consignes officielles ; calme et patience, faites nous confiance, c'est nous qu'on négocie ! C'est ce que certains ont osé lui rappeler ; ça devait lui arriver !

Bon, quand on a dit tout ça, on a dit quoi ? Et bien que malgré tout rien n'est écrit. De passage avant 2012, on ne sentait pas une ambiance toujours solidaire entre toutes les « composantes ». Ni une quelconque unité, même pas en façade. Ça n'a pas empêché ce qui est arrivé. De résister. Et d'amplifier le domaine de l'occupation. On ne sait pas ce que deviendront toutes les cabanes et leurs occupant.es mais rien n'est pour autant perdu.

Deux occupantes

On est pas à la manif (1er avril 2018)

À propos de la manifestation « contre toutes les expulsions » qui a eu lieu le 31 mars 2018 à Nantes

Pas la force d'y aller,
pas l'envie, pas la confiance,
trop de politiciens de tous bords,
récupération politique dans l'air,
intimidation morale et physique.
Par contre plein de rage à dealer,
alors on prend du recul pour trier.

Petit récapitulatif de l'agenda politique récent des élites zadiennes :

après avoir offert la route à l'état mi-janvier pour lui mendier des négociations,

après s'être faits bouler en quelques heures du bureau de la préfète fin février,

ce sont les chefs du CMDO (on a juste à ouvrir n'importe quel journal pour les reconnaître)

qui, d'une main plaidaient soudain en AG pour le rapport de force en organisant une mobilisation contre toutes les expulsions, et d'une autre main entretenaient l'espoir d'être rappelé à la table des négociations.

Sacré travail d'équilibriste entre réformisme et radicalité de façade.

Deux stratégies en apparence inconciliables, mais avec de l'expérience, elles ont chacune leur pouvoir de séduction et d'adhésion.

Contre toutes les expulsions ?

Sur la zone, tout se met en place tranquillement pour des expulsions bien menées.

Autour de la D281, la partie Est de la zone avec son tout nouveau boulevard à flics qui patrouillent, surveillent, fichent, harcèlent, repèrent, font monter la pression.

Les gens qui sont autour se galèrent à reconstruire après le nettoyage d'il y a 2 mois :

chercher à s'organiser sous le regard et la pression quotidienne des flics,

ramener du matos en évitant les rondes et les check points,

rien que circuler est difficile.

Pourtant, les gens de la route ont trouvé la force collective dans ce carnage pour déjouer le dispositif et ramener quelques remorques de pneus sans aucune des orgas et groupes qui étaient venus nettoyer.

Et là, on se rappelle de ce 22 janvier, jour où le mouvement paternaliste venait confisquer les pneus et barricades aux sales gosses en promettant « bien sûr, on sera là pour rebloquer à la menace imminente d une expulsion ». Le CMDO était au premier plan ce jour là, dans cette promesse d'unité mais aussi dans les remorques qui emmenaient les précieux pneus à l'autre extrémité de la zone, à côté de Bellevue et St jean du tertre, lieux symboliques du côté paysan de la lutte. La conséquence est d'avoir fragilisé tactiquement une partie du territoire de la zad et renforcé une autre.

Le mal est fait, même le retour de quelques pneus ne rend pas à la D281 ses ronces et ses cachettes de bandit.e.s.

Humilié.e.s, infantilisé.e.s, la rage enfouie profondément parce qu'il fallait « rester ensemble ».

Et la confiance est abîmée à un point de non-retour.

Et ça entaille sévère l'envie de rester.

C'est justement sous couvert de maintenir l'unité, en d'autres termes préserver l'ordre existant et garder le contrôle, que le bulldozer de la composition CMDO-COORD et leurs alliés dicte la marche à suivre depuis l'abandon.

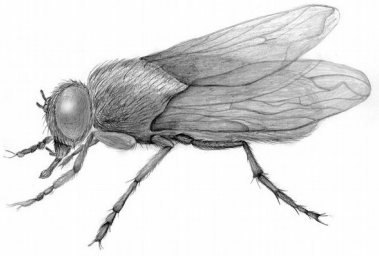
En effet, à la moindre tentative d'enrayer la reprise du territoire par la république, les personnes sont stigmatisées comme provocateurs stupides, dénoncées comme ennemis du mouvement, isolées par la dissociation et offertes à la répression étatique qui vient. Et ça permet aussi la répression par l'intérieur, notamment ce qui a été fait le 20 mars par une milice politique après un sabotage du chantier de bitumage de la D281. Dans les têtes rôde une évidence que cette milice vient des autoritaires. En essayant de les disculper, leurs alliés montrent qu'ils ont en tête la même évidence.

Dans cette ambiance d'intimidation, on imagine bien qui sont ceux qui ont l'énergie d'organiser cette manif contre toutes les expulsions et se sentent a l'aise de la présenter comme LE moyen d'avoir du rapport de force.

Vaste blague.

De l'autre côté on fait face aux conséquences des décisions prises d'en haut, et on lutte contre l'humiliation de se sentir impuissant et contre l'auto-censure de nos ripostes.

Alors on est pas à la manif, voila...



La trahison qui vient (écrit le 8 avril 2018, publié dans le ZN du 16 avril)

ou comment on vous voit venir plus qu'un camion de GM sur la D281

Accusé.e.s d'être parano, puis de voir advenir pire que ce qu'on imaginait, il nous vient l'envie de parler. «On s'est tu trop longtemps» dixit un.e voisin.e.

Ces derniers mois s'est construit l'idée qu'il y'a des occupant.e.s qui dégageront aux expulsions et des autres qui resteront. Il y a bien cette prise de position qui dit qu'on veut négocier pour toute la zad via une entité « commune ». Mais la façade se craquelle et les actes se font attendre. Toute une partie des occupant.e.s (qui se nomment eux-mêmes habitant.te.s) n'est pas inquiète, pas stressée mais plutôt bien occupé.e.s par la négociation pour « construire l'avenir », parce qu'illes savent qu'illes seront de celleux qui « restent », qu'illes ont des projets (alternatifs!)...

Et puis, après nous avoir tou.te.s trimballé.e.s à un rythme politicien de fou, où l'agenda était autant dicté par l'urgence des pro-négociations que par celle du gouvernement, nous voilà fin mars et on arrive peu préparé.e.s aux menaces d'expulsions. Tant de temps passé a faire avaler la pilule.... « Et là c'est le drame »... Au dernier moment, devant l'annonce du nombre de GM mobilisés pour le 9 avril, ça traverse l'esprit de la petite bande de l'avenir qu'illes seront peut être aussi touché.e.s. Alors pire que leurs indifférence, on a le droit à la panique du dernier moment et encore pire : leur crainte d'être associé.e.s à la mauvaise herbe, et, qui sait, de vivre aussi « l'horreur d'une expulsion ».

Cette réalité qu'illes découvre, c'est celle que vivent pleins de gens près de la route depuis qu'ils ont été vendu (non, donnés!!) pour la paix sociale à ce grand méchant loup d'état, ennemi d'avant-hier, allié potentiel d'hier et peut-être demain bourreau? On ne sait plus, ces veste ont trop de doublures et cette politique manque de fond. Ca a senti bon le neo-agriculteur qui gardera une place grace au départ des parias, et pas de problème moral à « sacrifier » une partie des occupant.e.s et leurs lieux de vies... ahhh ils sont loin les 6 points (tant mieux!) !!

On sait qui ne sera pas sur la route lundi matin, bien trop crispé.e.s de cette soudaine possibilité « d'en être » (peut-être vous avez aussi en tête que vous n'y seriez pas les bienvenus ?). Mais pas d'illusions, ceux qui ont gagné leurs place pour rester ici ne seront pas les premières victimes de la répression : du soutien du réseau, du média, de l'agri, de la thune pour les avocats, pour cantiner, des solutions de replis... il y a tout cela qui isole la classe moyenne de la base. « Isolé.e.s », loin des solidarités de terrains, imperméables aux enjeux de l'autre.

Et la crainte des expulsions ressentie cette fin de semaine pluvieuse est à la hauteur de ce qu'il y a à perdre matériellement, dommage pour eux, ici certain.e.s luttent et n'ont pas tant à perdre que leurs idées, leur éthique...et n'ont pas d'illusions sur « l'élan de solidarité » pour la reconstruction. Pour sûr il y aura de l'aide ! Mais qui en bénéficiera ?

Et c'est pas si mal si enfin les masques tombent, si l'on voit clairement que celleux qui vont

être attaqués en premier par les keufs (et qui le sont déjà d'ailleurs) représentent de simples dommages collatéraux pour la survie ici de celleux qui ont des projets, qui « se bougent », qui « avancent ». Des privilèges à la masse dans ce monde pourri qui poussent aux plus dégueulasses stratégies pour sauvegarder ce qu'on a. Comme par exemple avoir la confiance qu'après quelques jours d'expulsion les soutiens afflueront pour protéger les lieux « emblématiques », les lieux en durs, les lieux qui ont des projets. L'élite locale a bien ça en tête et en tire sa stratégie. Débarrassés des embarrassants, se disant que finalement l'état en restera peut être là, car il aura « gardé la tête haute » en expulsant une partie de la zad afin d'assurer ses engagements. Car c'est bien cet argument qui a été avancé pour lâcher la route des chicanes, celui de permettre à l'état de ne « pas perdre la face » après l'abandon du projet.

2 mois et demi plus tard les expulsions sont imminentes.

Aujourd'hui on vient dans la précipitation mettre 3 barricades devant son quartier, par peur, pour se racheter une conscience, qu'importe ça ne comblera malheureusement pas tout ce temps écoulé depuis l'annonce des expulsions le 17 janvier qui aurait pu nous permettre d'être fort « ensemble » et de se préparer aux expulsions. Pour mémoire ce jour là le gouvernement annonçait la fin d'un projet d'aéroport ET qu'il y aurait des expulsions, trou ou pas trou dans la route, négoc' ou pas négoc' avec l'état, entité du mouvement ou pas, radicaux ou pas... Il a été répété par l'élite zadienne qu'on faisait la division en ne « comprenant pas les enjeux » d'enlever les chicane de la D281, aujourd'hui on dirait qu'on est pas si pourri en stratégie : ne jamais rien attendre de ses ennemis (n'a t'on pas clamé que l'état était notre ennemi?)..

On sent que le soutien tant promis n'est pas là. Bizarre... mais qui serait donc l'interlocuteur.ice privilégié des comités locaux, des agriculteur.ice.s, des médias ? On lit d'ailleurs dans un article de Ouest (F)rance du 7 avril que les milliers d'anti-aéroports n'iront pas « voler au secours des radicaux» de la zad lors des expulsions. Comment ne pas pointer le groupe presse dans ce qu'ils diffusent depuis des mois (des années ouais!) à propos de la zad? Comment ne pas exploser de rage face aux prises de position des dominant.e.s se dissociant de celleux qu'illes ne peuvent pas contrôler, comme celui sur le débitumage de la route des chicanes (cf A propos de l’interruption des travaux sur la d281, des menaces d’expulsions et de nos engagements communs) ?

On ne défendra pas notre maison, on ira s'opposer à la répression là où elle s'abat. On ne défendra pas la zad mais on s'associera à des personnes avec lesquelles on partage du vécu, des idées, de l'affectif, des envies, des solidarités... Parce que c'est ça qu'on a appris ici, ça qui nous a fait tenir jusque là. Parce que des « habitant-es qui résistent » ont un jour ouvert leurs portes a des gens pas comme eux, marginaux et décalés, pour espérer lutter ensemble. Cette force là ne nous lâchera pas ! Et on luttera contre celles qui sont nos ennemies, contre la récupération des luttes du « bas », contre les privilèges et l'autorité de celleux qui en usent.

Contre le monde qui a besoin d'aéroport et de futurs députés européens

La D281 fermée et le bal des faux culs ouvert

publié le dimanche 8 avril 2018 sur indymedia Nantes

Hier l'ACIPA se fend d'un communiqué qualifié d'équilibriste par Ouest Torche dans lequel ces Citoyennistes "Exhorte l'Etat à ne pas enclancher le processus d'expulsion et de la violence "qui plus est alors que le dialogue s'instaure entre les composantes du mouvement et la préfecture …. (https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/nantes-44000/zad-l-acipa-demande-l-etat-de-ne-pas-enclencher-les-expulsions-5680211)

Aujourd'hui la D281 qui a été réouverte par l'ACIPA ,dites moi si j'exagère ne serait ce qu'un peu ,est fermée depuis ce matin par les troupes de l'Etat ....

Chapeau bas l'ACIPA vous pouvez tel votre pote "mauvais José"participer à leur Europe ,à leur Monde de Merde !

L'Etat vous tend les bras .Vous entrez dans l'histoire.

Acteur des basses oeuvres devant l'histoire de cette lutte: Un aéroport non ! Sinon le monde qui va avec OUI !

Un monde de faux culs,qui dégouline d'hypocrisie pauvres asservis que vous êtes !

Votre responsabilité quant aux événements à venir est entière

(https://www.ouest-france.fr/environnement/amenagement-du-territoire/nddl/notre-dame-des-landes-la-route-des-chicanes-desormais-barree-tous-5681852)

Là on se permet un FLASH BACK qui date d'avril 2013, et qui résonne beaucoup avec ce qu'il se passe en 2018… :

Lettre ouverte au bureau de l'Acipa

A propos de la parole médiatique de l'ACIPA sur la reprise militaire du carrefour de la Saulce le 15 avril

De nombreux médias ont relayé la position du porte parole de l'ACIPA par rapport aux événements du carrefour de la Saulce lors du week end de manif de Sème Ta Zad, et du jour suivant. Pas de grande surprise sur le fond, mais de la colère de voir dégouliner dans la presse ce qui devrait se discuter dans les assemblées du mouvement.

Nous vous posons certaines questions :
Comment peut-on dire que la D81 est la seule route en libre circulation alors qu'il faut y subir deux contrôles de flics à chaque passage ? Doit-on en déduire que vous préférez les

flics aux chicanes ?

En automne 2012, vous condamniez fermement l'occupation militaire, maintenant votre porte parole condamne celleux qui s'y opposent encore. Il y a six mois, les occupant-e-s étaient des héro-ine-s, maintenant ce sont des parasites manipulé-e-s de l'extérieur ? Après quelques mois de solidarité forte, vous vous dissociez à nouveau des occupant-e-s. Pourquoi un tel changement de discours en quelques mois ? Est-ce un avant-goût de votre stratégie pour préparer l'après-victoire ?

Comment s'explique le grand écart entre votre communiqué de presse mesuré et les prises de parole de votre porte parole, copie conforme du discours de la préfecture ? Serait-ce lié au rendez-vous voire au dialogue en perspective ?

Un ami paysan est accusé d'avoir forcé avec son tracteur le barrage de flics au carrefour des Ardillères pendant la manif Seme Ta Zad. Pourquoi êtes vous encore les seuls à qualifier une manif de « pacifique » et ayant été « parasitée », sans même vous être impliqués dans son organisation ?

« Ces comportements violents et inutiles qui vont entraver l'amorce de dialogue qui se dessinait avec les pouvoirs publics», selon le porte parole (Ouest France du 15 avril). Comment osez-vous oublier si vite que la mascarade du « dialogue », avec la militarisation et la criminalisation, sont la réponse de l'État à la résistance sur le terrain, aux barricades et affrontements de l'automne ?

Comment continuer de nier que ce qui fait la force de la ZAD, c'est aussi bien jardiner que construire, des cabanes ou des barricades, affronter la police ou encore s'organiser avec les différentes composantes de la lutte ?

Loin d'idéaliser la ZAD, nous savons que la situation est complexe, traversée de multiples dynamiques, complicités et conflits. Au delà, un mouvement de lutte d'une force précieuse s'élabore et prend de l'ampleur, des stratégies s'y confrontent, des pratiques qui pourraient être complémentaires s'y développent. A ce point, c'est classique d'avoir affaire à une minorité négociante prête à collaborer avec le pouvoir pour assurer sa crédibilité et obtenir des faveurs. Quand vous allez cracher dans les médias sur ce qui vous dépasse et quand ça vous arrange, vous vous couvrez de ridicule et entamez sévèrement les bases communes de fonctionnement construites dans le temps avec effort.

Vos actes médiatiques ne sont pas anodins, ne vous étonnez pas de leurs conséquences.
Des explications sont plus que nécessaires.

Hors pistes, le 17 avril 2013
un groupe en lutte contre l'aéroport et son monde, issu du mouvement d'occupation

Bafouille ouverte aux vrai-e-s occupant-e-s de la ZAD

publié le mardi 10 avril 2018 sur indymedia nantes

A vous, habitant-e-s de la zad qui avez participé aux opérations de nettoyage de la D281, un peu parce que vous vouliez être sympas avec les voisin-e-s qui gagnent du temps à passer par cette route si elle n'est pas toute enchicanée et beaucoup parce que vous vouliez commençer les négociations tout propres, en présentant une face acceptable pour la préfecture...

A vous, habitant-e-s de la zad qui avez participé aux opérations de nettoyage de la D281, un peu parce que vous vouliez être sympas avec les voisin-e-s qui gagnent du temps à passer par cette route si elle n'est pas toute enchicanée et beaucoup parce que vous vouliez commençer les négociations tout propres, en présentant une face acceptable pour la préfecture parce que vous, vous avez "un vrai projet". Agricole en plus ! Pardon, un "vrai projet agricole" ! Manière peu subtile de dire que vous etiez plus légitimes à rester que, non seulement, celles et ceux qui ont un projet agricole un peu moins "vrai" et surtout que celles et ceux qui n'en ont même pas de projet agricole voire qui n'ont même pas encore compris qu'il fallait en avoir des projets, les con-ne-s ! Faut le faire par les temps qui courent, n'avoir pas encore compris ça !

Les pouilleux/euses de la route, c'est moins grave s'iels sont expulsé-e-s, vous disiez-vous sans doute, iels doivent avoir l'habitude de toute façon, d'être chassé-e-s de partout, ça c'est sûr. Alors ça ne vous a pas dérangé de faire le boulot vous-mêmes quand ça servait votre stratégie de présentabilité et que vous esperiez faire votre beurre (Ah non, vous éleviez des moutons) sur le dos de vos voisin-e-s qui n'avaient pas, elles et eux, l'opportunité de jouer la carte du "nous on est pas des méchant-e-s anarchistes-qui-refusent-toute-discussion".

Mais non, aujourd'hui, premier jour du remake des expulsions de la ZAD, je ne suis pas content-e. Je ne me réjoui pas de savoir que vos petites trahisons ne vous ont même pas garanti la place au chaud que vous convoitiez. Non, mais je me dis, merde, y'a vraiment un truc à faire à votre place, ce serait de s'excuser, non ? Ah bien sûr ça ne réparera rien. Ce qui est fait est fait. Mais quand on a marché sur la gueule de ces voisin-e-s en espérant en tirer profit puis qu'après ça, on se fait marcher sur la gueule à notre tour et qu'on réalise alors que c'est violent... Alors, y 'a un truc qui s'appelle la décence qui veut qu'on réconnaisse qu'on s'est planté, que si c'est violent pour nous alors c'était violent probablement pour les autres aussi, que ça "ne se fait pas" de marcher sur la gueule de son/sa voisin-e de lutte pour essayer de sauver sa peau (et c'est assez pathétique, surtout quand ça ne marche pas).

Alors présentez des excuses aux personnes qui ont subi les coûts de votre froide stratégie foireuse et pleine de mépris. Ne supposez pas que vous le serez, excusé-e-s. Prenez vos responsabilités, reconnaissez vos erreurs, reconnaissez leurs conséquences tristement et

banalement violentes. Les excuses sont politiques... leurs absences aussi.

Ah et si vous pouviez dire à vos allié-e-s de L'ACIPA et consorts (ces ordures), maintenant que vous l'avez peut-être compris vous-mêmes, qu'une expulsion n'est pas moins grave en fonction de si elles touche des personnes qui élèvent des moutons plutôt que des chiens (comme des "punks à chiens", voyez la référence ?). Que c'est violent et très très laid de regarder les derniers se faire expulser tranquillement après l'avoir appelé de ses voeux pour finalement faire la grosse voix devant les médias quand les premiers sont touché-e-s aussi.

Et c'est surtout très impoli de désigner pour bouc émissaires des personnes qui ont participé à faire en sorte que ton combat réussisse, une fois celui-ci gagné... Alors certes, tu n'aimes pas tes voisin-e-s, ça arrive à plein de gens. Mais certain-e-s ont comme une conscience qui ne les fait pas essayer de s'en débarasser en appelant le 17. D'autres empêcheraient même les gens du 17 d'emmerder leurs voisin-e-s chiant-e-s, mais ça supposerait d'être dans un genre de dynamique de lutte... Une autre lutte que celle simplement contre un voisinnage d'avions.

Quelqu'un qui n'a pas de vrai projet dans la vie.

BIBLIO :

- *En plus, y a un texte plus ancien sur la d281 qui date de janvier 2013 : « Projet de déclassification de la départementale D281 sur la portion Ardillières Bois Rignoux »* *https://zad.nadir.org/spip.php?article1147*

Sinon on conseille :

- *« Le mouvement est mort ! Vive… la réforme ! » mars 2018* *https://infokiosques.net/spip.php?article1530*
- *« de la bile sur le feu » brochure sur les prises de pouvoir à la zad – pas publiée sur internet, mai 2017*
- *morceau de rap « à table », contre l'appelisme et son monde (mai 2018)* *https://www.nantes.indymedia.org/articles/40588*
- *« A propos du « mépris de classe » sur la zad » (juillet 2013)* *https://zad.nadir.org/spip.php?article1798*

L’Entité

(ZN du 12 mars 2018)

L’Entité est dans le pré, cours-y vite, cours-y vite
L’Entité est dans le pré, cours-y vite elle va filer

Si tu veux nous l’imposer, pense-s-y vite, pense-s-y vite
Si tu veux nous l’imposer, pense-s-y vite, on te laisse jouer

Entre groupes et commissions, viens-y vite, viens-y vite
Entre groupes et commissions, viens-y vite te faire mousser

Saute par dessus l’AG, facilite, facilite
Saute par dessus l’AG, facilite, t’as verrouillé

Et le mythe de l’unité, clame le vite, clame le vite
Et le mythe de l’unité, clame le vite, tu l’as cassé

De préfète en Comité, va-s-y vite, va-s-y vite
De préfète en Comité, va-s-y vite te faire jeter

Aux manifs carnavalesques, appel vite, appel vite
Aux manifs carnavalesques, appel vite, ça va foirer

L’Entité est dans le pré, arrête donc, arrête dons
L’Entité est dans le pré, arrête donc, elle a filé

Gens Faibles
(Merci à Paul Fort)